



L'administration centrale : ni épargnée, ni privilégiée !

Nous aussi, nous sommes impactés par « CAP 2022 », qui n'est pas une Commission Administrative Paritaire programmée à long terme, mais le programme gouvernemental qui veut définitivement casser la fonction publique.

La mise en œuvre du programme du gouvernement concernant la Fonction publique a déjà commencé en administration centrale :

- **Suppressions de postes** : 88 ETPT (71 pour le SG, 7 pour la DGT, 10 pour la DGE).
- **Réorganisations** multiples destinées à masquer **l'arrêt de certaines missions**.
- Décision ministérielle de ne permettre **aucune promotion supplémentaire cette année** par changement de corps. Le Plan Ministériel de Qualification (PMQ) sera à 0 en 2018 ! (Pour mémoire, pour le C en B, en 2015, il y a eu 45 promotions ; en 2016, 27 ; et en 2017, 20...).
- **Report**, dans un grand flou, des **mesures positives du PPCR à 2019**.

Tout ceci démontre que ce qui pourrait être donné ne l'est pas mais, en revanche, tout ce qui peut être récupéré sur le dos des agent.e.s l'est, bien concrètement...

Et puis il y a aussi tout ce qui touche déjà l'ensemble des agent.e.s de la Fonction publique : **gel de la valeur du point annoncé pour 2018, rétablissement du jour de carence, compensation partielle et temporaire de la hausse de la CSG...**

Dans le cadre de « CAP 2022 », ce sera aussi **l'extension de la prime au mérite au mépris de la revalorisation des salaires, la réduction du rôle des instances paritaires alors qu'aujourd'hui elles ont fort à faire pour trouver des solutions aux demandes des agent.e.s, un plan de départs « volontaires », en réalité un vaste plan de licenciements déguisés, et très vite ce sera la disparition annoncée de nos retraites par répartition...**

Toutes ces mesures montrent une réelle volonté de privatisation de la Fonction publique et de remise en cause de ses missions d'intérêt général au service de toutes et tous.

Réagissons ensemble le 22 mars :

- **Retrouvons-nous à 10h à Bercy (en haut des marches).**
- **Rassemblement de la Fonction publique devant Bercy (10h).**
- **Départ de la manifestation à 14h vers Bastille.**
- **Manifestation Bastille–Nation en interpro et en intersyndicale.**



**COMMUNIQUÉ
DE PRESSE**

Les organisations syndicales CFTC, CFE-CGC, CGT, FA-FP, FO, FSU et SOLIDAIRES, réunies ce jour, continuent d'inscrire résolument leur action dans la préparation de la journée de grève et de manifestations du 22 mars 2018.

Elles œuvrent collectivement à mobiliser les fonctionnaires et agents publics à travers une pétition qui rappelle leurs revendications communes.

Elles expriment leur incompréhension et leur indignation face au silence du gouvernement qui ne respecte pas les obligations légales de négocier dans le cadre du préavis de grève.

Elles rappellent leurs revendications pour la défense de la fonction publique, du statut général des fonctionnaires, des emplois publics et pour l'augmentation des salaires des agents publics.

A l'inverse des orientations inquiétantes portées par le gouvernement ainsi que celles contenues dans le programme « Action publique 22 », la qualité des services publics à rendre aux usagers sur l'ensemble du territoire, la défense de l'intérêt général, nécessitent un plan ambitieux de créations d'emplois qualifiés pérennes et de qualité dans les nombreux services qui en ont besoin, une plus grande reconnaissance du travail et des missions exercées par les agents-es et une amélioration significative de leurs salaires. Elles nécessitent aussi des discussions pour un nouveau plan de titularisation des contractuel-es et de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension.

Elles engagent les personnels à tout mettre en œuvre pour réussir la journée du 22 mars 2018 et à débattre dans l'unité la plus large possible des perspectives à venir.

Elles tiendront une conférence de presse unitaire le 16 mars 2018 à 10h00 pour indiquer les avancées de la mobilisation.

Fait à PARIS, le 6 mars 2018